

Hongrie : la gauche perdue ?

Emilia Palonen *

Les élections européennes ont montré et même contribué à une profonde désillusion au sein de la gauche en Hongrie. L'équilibre entre les deux principaux partis du pays a été ébranlé pour la première fois. Les socialistes ont perdu de façon spectaculaire et l'Alliance des démocrates libres (aussi appelée Parti libéral), leur alliée au sein de la coalition, n'a pas remporté le moindre siège. L'extrême droite a effectué une vraie percée, le Fidesz, principal parti de droite, a raflé un nombre écrasant de votes et même le Forum démocratique hongrois est parvenu à conserver son siège. Par quoi « la gauche » pêche-t-elle en Hongrie ?

L'Europe de l'Est : un terrain d'essai

La Hongrie est un cas extrême de polarisation qui, il ne faut pas l'exclure, pourrait montrer le chemin à tout le reste de l'Europe. Cela inclut : le manque d'alternatives en politique, la progression rapide et intensive de l'extrême droite et de la xénophobie dans un pays qui est pourtant plutôt homogène d'un point de vue ethnique, la disparition d'un courant majoritaire à gauche après que celle-ci s'est tournée vers le libéralisme économique, la profonde marginalisation d'une gauche radicale due à la confrontation généralisée et sans fond entre deux – pour ne pas dire plus – partis dominants et la perte d'intérêt d'une majorité de la population pour la politique ou la démocratie.

En fait, l'Europe de l'Est est considérée comme un modèle pour le développement, un terrain d'essai pour des mécanismes qui pourraient survenir

en Europe occidentale. Tout d'abord, elle a connu l'expérience soviétique du « communisme », avec différentes étapes et une application différente dans chacun des pays du bloc soviétique. Depuis, il y a eu le « postcommunisme », une période durant laquelle les séquelles de l'ère précédente ont été et sont toujours présentes (Schöpflin 1993). Comme le soutient encore l'économiste culturel, János Mátyás Kovács, les séquelles du « communisme » reposent là où on ne s'attend pas à les trouver : dans un sens accru de l'individualisme, de la concurrence et du désir pressant de réussite. Les « systèmes communistes », peu importe ce qu'ils aient pu affirmer représenter, ont idéalement préparé le terrain pour une transition rapide vers le néolibéralisme et non vers un socialisme modéré calqué sur le modèle social des pays nordiques. Cela a aussi des conséquences sur le développement de la gauche en Hongrie.

L'autre séquelle qui a traversé le temps est celui d'une vision manichéenne du monde. L'esprit cloisonné qui distingue simplement le « nous » et le « eux » domine la scène politique hongroise. Il semble n'y avoir que la « droite » et la « gauche ». Ceci, qu'on appellera polarisation dans ce cas précis, a pénétré toute la société. La première chose à laquelle pense un Hongrois quand il rencontre un compatriote (ou un étranger « hungarophile ») est : cette personne est-elle de gauche ou de droite ? Il est souvent possible de reconnaître la différence en analysant les restaurants que la personne fréquente, sa tenue vestimentaire ou d'autres signes distinctifs.

Pour un Européen de gauche, il n'est pas facile de s'identifier à une famille politique en Hongrie. La gauche et la droite adoptent des discours souvent négatifs. De la même façon, l'extrême gauche a préféré se retirer de la politique nationale, la trouvant particulièrement inintéressante, sentiment partagé par bon nombre de Hongrois. La polarisation de la politique hongroise pèse sur l'image que renvoient la gauche et la droite qui défendent peu de valeurs et ne proposent pas assez d'idées.

Les partis et les politiques postcommunistes

Le système multipartite hongrois a vu le jour après des discussions autour d'une table ronde, au cours desquelles l'aile réformiste du Parti communiste au pouvoir et les dissidents s'étaient mis d'accord sur une nouvelle constitution. Le processus avait déjà été initié dans les années 1980. La première élection multipartite, limitée, s'est tenue en 1985. Chaque groupe était venu autour de la table avec ses propres revendications. Le système électoral a été créé de façon à favoriser l'émergence d'un système bipartite : la préférence ayant été donnée aux partis d'envergure nationale. Cette préférence a été renforcée conformément à une théorie de démocratisation par courants (au sein d'un même parti) qui vise à entraver l'émergence de petits partis.

Cela signifiait que l'apparition d'un certain nombre de partis, régionaux ou de petite envergure, ne s'est pas produite en Hongrie et, la « gauche alterna-

tive » ainsi que le Parti des travailleurs hongrois n'ont pas été capables de mobiliser suffisamment pour franchir le seuil électoral des cinq pour cent. C'est donc le Parti socialiste véhiculant les idées du communisme réformiste qui a pris les rênes de la représentation de la « gauche » depuis 1994.

Le groupe des dissidents actifs dans les années 1980 a constitué la base du second parti « de gauche », le SZDSZ. Anticommuniste, ce parti était le deuxième en importance après les élections de 1990. En tant qu'alliance d'intellectuels et de citoyens, il a toujours eu des positions libérales en ce qui concerne les enjeux sociaux et économiques. Il est également antinationaliste, d'où son appellation de « Juif ». Nombre de ses leaders et de ses partisans sont effectivement des juifs hongrois. Il n'est jamais parvenu à obtenir un soutien national. Il a fait partie du gouvernement associé au Parti socialiste de 1994 à 1998 et, de façon presque continue, depuis 2002. Bon nombre de ceux qui n'acceptaient pas l'alliance avec les anciens communistes ont quitté le parti. Aujourd'hui, du fait de ses luttes intestines, il a perdu sa raison d'être.

Les premières élections furent gagnées par le Forum démocratique hongrois (MDF) qui se présentait comme une alliance anticommuniste ouverte à un grand nombre de petits groupes. Il a toujours été un parti national, conservateur et même néoconservateur : notamment au moment des élections de 2006. Après la mort de son *leader* József Antall, le parti n'est jamais sorti de la crise. Il est toutefois parvenu à restaurer son indépendance au sein de la droite, menacée par sa coopération avec le Fidesz, le principal parti de droite depuis 1998.

Conçu pour être le parti de la jeunesse, l'adhésion étant réservée aux personnes de moins de trente ans en 1989, le Fidesz, aujourd'hui appelé Parti civique hongrois, a toujours été un parti radical. Après avoir constaté l'affaiblissement du MDF pendant sa période de gouvernement entre 1990 et 1994, le Fidesz a décidé de passer en force pour représenter la droite sur la scène politique hongroise. Il est devenu le caméléon de l'organisation politique hongroise, radicalisant sa dissidence pendant qu'il élaborait des principes étatistes. Il est passé d'une position néolibérale – du temps où il était au pouvoir, de 1998 à 2002 – à un nationalisme et un populisme étatiste. Certains politiciens et intellectuels du Fidesz ont, en outre, professé plus ou moins ouvertement une rhétorique antisémite. Le Fidesz a défendu trois positions potentiellement marquées à gauche dont on peut même dire qu'elles sont cruciales pour l'essor de la gauche en Hongrie : radicale, étatiste et anti-élitiste (surtout quand il est dans l'opposition) ; grâce à ces orientations, le parti est parvenu à mobiliser la population de 1994 à 1998 et de 2002 à aujourd'hui. La branche majoritaire de la gauche ne s'est pas intéressée à ces trois orientations.

Pourquoi la gauche ne s'y est-elle pas intéressée ? Tout d'abord – et il s'agit de l'essentiel – à cause de l'héritage postcommuniste. Les socialistes hongrois étaient habitués à être *le* parti de l'*establishment*. Dans ce sens, le « conservatisme » en Europe de l'Est n'est pas nécessairement réservé à la droite. La

nostalgie du passé antérieur à 1989 est de plus en plus présente au sein de la population ainsi que dans la rhétorique politique des différents partis sur tout l'échiquier politique. Alors que le Parti socialiste est considéré comme étant simplement une nouvelle appellation de l'ennemi communiste et traîne encore le boulet du passé, il a aussi pu bénéficier de la nostalgie du bon vieux temps d'une façon qui est tout, sauf radicale. L'engouement révolutionnaire des socialistes hongrois remontant à la révolution de 1919, menée par Béla Kun, n'habite plus les socialistes contemporains. Le Parti socialiste essaie toujours de défendre des positions centristes.

Cependant, ceux au sein du Parti socialiste hongrois qui sont à l'origine des changements en 1989 n'étaient pas des cadres de la vieille école, mais bien des réformistes. Après le processus de déstalinisation, chaque pays de l'Europe de l'Est a adopté sa propre conception du socialisme inspirée du modèle soviétique, et le socialisme hongrois, sous la direction de János Kádár, s'est focalisé sur l'économie. Le consumérisme est devenu la nouvelle idéologie. La libéralisation économique était également importante pour les successeurs de Kádár à la tête du parti qui, après 1989, partageaient l'idée de privatiser les biens de l'État. Les politiques économiques des démocrates libres s'accordaient avec celles des socialistes réformateurs qui ont bénéficié des conseils d'un certain nombre de démocrates libres au cours des années 1980.

Pour les démocrates libres, l'État était le mal absolu, au même titre que le nationalisme qui limitait le développement d'autres identités ethniques, religieuses et culturelles. De plus, l'État ne pouvait pas garantir des services de qualité. La concurrence était importante afin de maintenir des prix abordables ainsi qu'une qualité correcte. Il s'agissait à l'évidence d'une approche plutôt élitiste. Cette approche a néanmoins exercé une grande influence sur les gouvernements de coalition auxquels le Parti socialiste a participé.

Le Parti socialiste et le Fidesz ont, depuis 2002, une vision différente et se sont focalisés sur les « petites gens » ou ceux que l'on pourrait qualifier de « normaux ». Les deux partis donnent l'impression d'être populistes quand ils tracent la distinction entre l'élite (au pouvoir ou l'ayant été précédemment) : selon leur position au sein de l'opposition ou du gouvernement) et le peuple selon la définition qu'en donne Ernesto Laclau (2005).

Du temps où le Fidesz faisait partie du gouvernement entre 1998 et 2002, son Union civique (*polgári*) hongroise, valorisait plus que toute autre chose la réussite et l'esprit d'entreprise des Hongrois qui parvenaient à gravir les échelons en Europe et dans le monde. Cela ne concernait ni ceux qui échouaient, ni ceux qui ne se sentaient pas hongrois avant tout. C'est ce qui a permis au Parti socialiste de s'assurer un soutien populaire suffisant pour remporter les élections de 2002. Depuis, le Fidesz a adopté une position anti-élitiste, certainement plus facile à tenir dans l'opposition qu'au sein du gouvernement.

Viktor Orbán, le leader charismatique du Fidesz, a troqué son costume contre une chemise à carreaux et n'a pas assisté à beaucoup de sessions parlementaires. La stratégie du parti a été de mobiliser au-delà des structures parlementaires. Une campagne permanente, des référendums ainsi que des enquêtes de « consultation nationale » sont devenus la clé du succès du Fidesz. Il s'est mis en avant dans les journaux et dans la rue pour être au plus près du peuple, ou plutôt de ses sympathisants.

Des problèmes politiques

Les débats politiques récents en Hongrie ont porté sur la politique sociale et le financement des services publics. C'est le gouvernement socialiste-libéral qui a soutenu la privatisation des hôpitaux et la mise en place des frais de scolarité à l'université. La droite a commencé à faire campagne contre ces deux politiques qui, selon le point de vue de la gauche, paraissaient anodines. Elle a ainsi rassemblé des signatures pour la tenue d'un référendum.

Le référendum qui s'est tenu le 9 mars a consacré le oui avec 84 % des votants et 42 % des inscrits : « Êtes-vous favorable à ce que les soins hospitaliers soient exempts de forfaits journaliers à compter du 1^{er} janvier suivant l'année du référendum sur cette question ? » Les deuxième et troisième questions : « Êtes-vous favorable à ce que la médecine de famille, les soins dentaires, et les traitements spéciaux externes soient gratuits à compter du 1^{er} janvier suivant l'année du référendum sur cette question ? » et « Êtes-vous favorable à ce que les étudiants scolarisés dans un établissement public soient exemptés de frais de scolarité ? » ont chacune obtenu l'approbation de 82 % des votants et 41 % des inscrits. La gauche s'est plainte que la formulation était trop simpliste puisqu'elle ne permettait aux gens que de voter oui ou non. Elle pensait que la non gratuité améliorerait le service. D'autant plus que, dans le secteur de la santé, il est d'usage de payer des honoraires non déclarés. Jusqu'à aujourd'hui, plus les enveloppes marron, remises aux docteurs et infirmières, étaient remplies, meilleur était le service. La gauche affirmait que la privatisation des hôpitaux permettait une plus grande transparence.

Nous pouvons observer un autre paradoxe. En Hongrie, dans ce que le pays a d'Est-européen, l'État suscite généralement la méfiance tout en étant considéré comme le principal pourvoyeur de services. L'introduction de l'impôt a été hautement problématique en Hongrie du fait du travail au noir, largement répandu. De plus, nombreux sont ceux qui, officiellement, perçoivent un salaire minimum pour éviter les impôts. Cela ne permet pas à l'État de récolter suffisamment de fonds pour financer les services publics.

La polarisation de la politique donne lieu à des confrontations au niveau des élites alors que de réels problèmes sociaux sont en train d'émerger. L'écart se creuse entre les plus aisés et les moins bien lotis, mais aussi en ce qui concerne

les services dispensés par l'État. Par exemple, l'assurance maladie est liée à l'emploi. En mai 2009, le taux de chômage avait augmenté de plus de 10 %. À noter qu'en 2004 plus d'un quart des hommes de 25 à 29 ans et près d'un tiers des 35-39 ans travaillaient au noir et ne bénéficiaient donc pas de couverture sociale (Elek 2009).

Les mensonges de la démocratie

De bien des manières, toute la vie politique et économique hongroise semble être basée sur une série de mensonges ; au moins deux en tout cas. La stimulation permanente que chacun des deux camps politiques exerce sur ses propres troupes et le discrédit jeté sur l'autre ont été les principales occupations des forces politiques. Cela débouche, successivement, sur une situation où chaque fait peut être interprété de deux façons différentes. Il y a les faits de gauche et les faits de droite. Deux interprétations différentes peuvent être présentées au public par chacun des deux camps comme étant une réalité que nul ne pourrait contester.

La tâche des médias a été de présenter les deux versions, l'une se faisant l'écho des revendications de la droite et l'autre favorable à la gauche, de la façon la plus équilibrée qui soit. Dans les médias très partisans, une seule de ces « réalités » est relayée. Cela a rendu presque impossible la représentation d'autres forces politiques dans les médias. Les petits partis et même l'Alliance des démocrates libres ainsi que le MDF, qui sont, eux, de taille moyenne et ont des représentants au sein du parlement et même parfois du gouvernement, s'en sont plaints. Il va de soi que cela s'applique à n'importe quelle force politique qui verrait le jour avec l'objectif de s'exprimer sur des sujets politiques divers. Les partis proposant un message univoque tel que le Jobbik, nationaliste et xénophobe, n'ont pas été concernés par ce piège puisqu'ils n'essayaient pas d'atteindre une majorité de la population et de s'intéresser à des problèmes qui concernent le plus grand nombre.

Le problème des mensonges est un sujet sur lequel Ferenc Gyúrcsányi, l'ancien Premier ministre, a foncé tête baissée en 2006 quand il a reconnu que le parti avait « menti nuit et jour ». Le déficit budgétaire était supérieur à ce qui avait été annoncé à l'opinion publique avant les élections du printemps 2006. Le roi que tout le monde voulait voir vêtu, se révéla être nu. Un fantôme s'est effondré puisque la démocratie et la responsabilité des politiciens, dont tout le monde savait qu'elles n'existaient pas vraiment mais auxquelles tous voulaient croire, devenaient officiellement un mythe.

Avant les élections de 2006, Gyúrcsányi, alors ministre de la Jeunesse et des Sports ainsi que millionnaire post-1989, a été choisi pour mener le Parti socialiste à une autre victoire en remplaçant Péter Medgyessy au poste de Premier ministre, en septembre 2004. Medgyessy était parvenu à mener le

parti à la victoire en avril 2002 mais, dès juin, son passé dans les services secrets du temps de Kádár était révélé. Gyurcsány avait su garder une bonne image jusqu'aux élections. Dans l'espoir d'être élu et d'occuper le poste pendant quatre ans supplémentaires, un effort pouvait être fait pour se plier aux impératifs de l'image jusqu'à ce que les élections soient passées.

Il a été révélé en juin que la situation économique en Hongrie était pire que celle décrite par le Premier ministre et le ministre des Finances. Un nouveau programme économique, avec des mesures draconiennes, fut soumis au parlement en juin 2006. Représentant 10 % du PIB, le déficit budgétaire était annoncé comme étant le plus important des pays de l'Union européenne.

Le 26 mai 2006 à Balatonöszöd, Gyurcsány, le Premier ministre s'est adressé aux membres du parti, sans concession, se critiquant lui-même ainsi que le parti. Son but était de rendre légitimes une nouvelle orientation politique et de nouvelles réformes. Les promesses électorales ne pouvaient pas être tenues. Le budget sonnait creux. Les membres du parti étaient les premiers auditeurs du *leader* millionnaire lorsqu'il fit entrer la rhétorique dans une nouvelle ère en y introduisant un langage populaire et des termes grossiers. Le Premier ministre admit avoir menti, affirmant vouloir maintenir le *statu quo*, et ce jusqu'aux élections. Celles-ci passées, en revanche, il souhaitait mettre en place des réformes. Compte tenu de la situation économique et des promesses électorales, il était évident que les réformes ne pouvaient être justifiées qu'en révélant à quel point la situation économique était mauvaise.

Les *vrais* mensonges sont dans le système, dans le système auquel le parti avait pris part. Les intentions du Premier ministre étaient, alors, sociales-démocrates :

« C'est ça le vrai scandale. Le vrai scandale est celui que Laci [député inconnu du Parti socialiste] évoque : "ses roms" ne bénéficient que d'un dixième de la qualité des soins de santé auquel moi j'ai droit. Et ma mère, dont le nom est connu à Pápa [ville de naissance de Ferenc Gyurcsány] et qu'on appelle Katus [diminutif de « Katalin »], elle aussi bénéficie de meilleurs soins, quelle putain de vie ! Elle ne savait pas ce qui s'était passé. Elle m'a demandé : le système de santé s'est-il amélioré, mon fils ? Je réponds : connerie, maman ! La vérité c'est qu'on reconnaît ton nom. C'est scandaleux. Comparé à ça, d'un point de vue social, le prix d'une consultation avec un médecin (i.e. 300 florints, soit 1,11 euros), ce n'est rien. Ce n'est pas un scandale, c'est simplement déplaisant politiquement et c'est déplaisant de payer une telle somme. [...] Nous n'osons pas toucher à des mensonges sociaux évidents, parce que nous avons peur des conséquences politiques qui nous affecteraient. »

Malgré un faible taux de popularité dans le courant de l'été 2005, les socialistes sont sortis vainqueurs des élections au printemps 2006. Le Premier ministre semble avoir pensé que le parti pouvait se relever et a déclaré :

« J'ai failli périr parce j'ai dû prétendre pendant 18 mois qu'on gouvernait. Au lieu de ça, on mentait, matin, midi et soir. Je ne veux plus continuer. Soit

on passe à autre chose et je suis votre homme, soit quelqu'un d'autre continuera dans cette voie. Je ne donnerai pas d'*interview* à la fin de laquelle on se quittera en désaccord. Jamais. Je ne blesserai jamais la gauche hongroise. Jamais. À moins que ce ne soit pour toucher aux vrais problèmes. »

Le discours a été divulgué le 18 septembre par la radio d'État avant d'être repris par tous les médias hongrois. Des appels à manifester ont été lancés pour obtenir la démission du Premier ministre menteur. Des nuits d'émeutes ont suivi. À aucun moment Gyurcsány ne se désavoua. Il insista auprès des médias sur le fait que toute l'élite politique hongroise avait menti depuis 8 à 10 ans, en promettant la prospérité et esquivant les réformes ; qu'il était le premier qui avait eu le courage de reconnaître ses erreurs et que, pour cette raison, il ne démissionnerait pas.

Le débat était centré sur le mensonge. Certains pensaient qu'une nouvelle ère avait commencé en 2006, d'autres que le discours et ses conséquences ne revêtaient aucune importance. Il avait cependant rendu visible le déficit démocratique dans le système post-1989 et la désillusion à l'égard de la politique et de ses manœuvres a mené au déclin des socialistes, que l'on a pu mesurer à l'occasion des élections européennes de 2009.

Les élections de 2004 pour le Parlement européen avaient marqué la plus large victoire, jusqu'alors, de l'histoire du Fidesz : 47,4 % des suffrages et la moitié des 24 mandats. En 2009, ce fut une véritable razzia : 56 % des voix et surtout 14 mandats sur 22. Cependant, le véritable vainqueur surprise a été le Jobbik, parti de droite populiste. En avril 2009, un tiers des électeurs n'avaient encore jamais entendu parler du Jobbik (Medián). En juin, il a obtenu 15 % des suffrages et trois sièges au Parlement européen. Le MDF, conservateur, est parvenu à passer le seuil avec 5,3 % et, ainsi, à garder son député européen. La gauche, elle, a lamentablement échoué.

Les socialistes ont obtenu seulement 17 % des voix et quatre députés ; moins de la moitié du nombre récolté lors des précédentes élections. Les démocrates libres, avec simplement 2 % des suffrages, ont perdu les deux sièges qu'ils détenaient. Une nouvelle force politique, le LMP (*Lehet Más a Politika* : « la politique peut être différente »), n'est pas parvenue à atteindre le seuil des 5 % mais a obtenu 2,6 % des voix, alliée avec le Parti humaniste. Ce que les élections ont démontré c'est la désillusion à l'égard de la politique traditionnelle. Il y avait de la place pour quelque chose de nouveau. Le LMP a tenté de la prendre mais l'extrême droite a réussi à mobiliser une plus large audience.

La gauche ne s'est pas rendue aux urnes. Une partie de l'explication est, si l'on en croit le verdict des urnes, que les Hongrois ont essentiellement choisi des députés à la fibre patriotique pour le Parlement européen. Mais la raison principale est que les socialistes et les démocrates libres manquaient de crédibilité idéologique. Ce que les gens attendaient des socialistes était qu'ils préservent l'État-providence, mais leur politique avait montré une tout autre

L'effondrement de la gauche lors des élections européennes :

Elections 2009	Votes	%	Sièges	Elections 2004	%	Sièges
FIDESZ-KDNP	1 632 309	56,36 %	14	1 457 750	47,40 %	12
MSZP	503 140	17,37 %	4	1 054 921	34,30 %	9
JOBBIK	427 773	14,77 %	3	72 203	2,35 %	(MIÉP)
MDF	153 660	5,31 %	1	164 025	5,33 %	1
LMP-HP	75 522	2,61 %				
SZDSZ	62 527	2,16 %		237 908	7,74 %	2
Participation	2 921 779 (36,31 %) Total : 22			3 097 657 (38,50 %) Total : 24		

intention. Les démocrates libres étaient considérés comme peu fiables. La gauche avait perdu son image vertueuse à cause des mensonges revendiqués et des accusations de corruption. Le LMP, classé ni à gauche ni à droite, charriaient une image arrogante et opportuniste auprès d'un grand nombre d'électeurs ; il n'avait jamais défini quelles étaient ses « politiques différentes ».

Si analyser l'émergence de l'extrême droite requiert une étude plus longue, il est à noter que le vote des socialistes ne s'est pas porté sur le Jobbik. De ceux qui ont voté pour le Jobbik, 39 % votaient pour la première fois. Un quart avait voté pour le Fidesz en 2006. Seulement 13 % avaient déjà voté pour ce qui était alors le MIÉP-Jobbik en 2006. Pendant que les sympathisants des deux principaux partis avaient décidé pour qui ils allaient voter un an avant les élections, ceux du Jobbik ont pris leur décision au cours des dernières semaines précédant les élections et ceux du LMP l'ont souvent prise le jour même (MTI June 19, 2009).

Luttes intestines : la chute des démocrates libres

Une des raisons de l'échec des socialistes concernant les politiques sociales tient au petit Parti libéral. En 2008, la dérive au sein de la gauche à propos de la politique économique a débouché sur une rupture au sein du gouvernement en avril 2008, avant de mener à la démission de Gyurcsány, un an plus tard. Le Parti libéral, qui avait quitté le gouvernement, faisait face à une crise : la lutte à son sommet sépara le parti entre libéralisme économique et social. L'affrontement chez les démocrates libres opposait deux figures aux politiques différentes : le 7 juin 2009, Gábor Fodor, battait János Kóka par 346 votes à 344. Il y eut des accusations de fraude.

L'Alliance des démocrates libres est le seul parti en Hongrie à avoir publiquement fait étalage de ses luttes internes. Dans le contexte postcommuniste, un camp se devait de ne jamais être divisé. La vision du monde en noir et blanc supposait l'unité totale de chaque parti régi par l'indivisible « nous ». La bataille interne, bien que part essentielle de la démocratie, était si profonde

qu'elle précipita la chute du parti. Étant donné que beaucoup de ses membres avaient quitté le parti, frustrés, lorsqu'il perdit les élections européennes de 2009, il n'était plus que l'ombre de ce qu'il avait été. La corruption a, elle aussi, joué un rôle majeur dans la déliquescence de ce parti plutôt élitiste.

Une des raisons pour lesquelles les démocrates libres ont échoué était leur incapacité à mettre en avant une identité propre. Dans les années 2000, sous la direction de Gábor Demszky, le parti a essayé de devenir la troisième force. La tentative devint terrible au sein du conseil municipal de Budapest. Pour faire passer ses mesures, le maire de Budapest comptait sur le soutien des socialistes, en tant que parti le plus important; ce soutien aurait été impossible si Demsky avait continué à éloigner son parti des socialistes.

Une des stratégies du parti était de s'aligner sur des positions antisémites et promminorités. L'antisémitisme est largement répandu en Hongrie et aucun des deux grands partis (qui comptent tous les deux des centaines d'électeurs antisémites) ne s'insurge fortement devant l'émergence d'une rhétorique et de mouvements antijuifs et anti-roms. Cet alignement s'est toutefois révélé être une mauvaise publicité pour le parti et a fait passer au second plan ses politiques économiques et sociales.

Que reste-t-il de la gauche ?

Pour conclure, il ne reste pas grand chose de la gauche en Hongrie après les élections de 2009 et le cheval de bataille traditionnel de la gauche – l'implication de l'État – a même été récupéré par la droite, surtout par le Fidesz. L'autre question est : qu'en est-il de l'aile gauche de la gauche ? Pourquoi me suis-je focalisée sur les deux partis « de gauche » ? Parce que, compte tenu du système électoral et de la polarisation politique, il n'y a que peu d'espace pour les petits partis, même ceux de la taille du MDF et de l'Alliance des démocrates libres. De plus, la frange la plus à gauche n'essaye pas de s'engager dans une activité de parti. D'ailleurs, la version hongroise du *Monde Diplomatique* s'enorgueillit de ne pas traiter la politique hongroise, largement détaillée dans la majorité des médias.

Le Jobbik, la Garde hongroise et le Fidesz ont revendiqué un monopole de la mobilisation populaire, sous différentes formes, de la consultation aux « parlements villageois ». Un mouvement populaire, le Védegyelet a, par exemple, vu ses têtes d'affiche élues sous les couleurs du Fidesz et du MDF. László Sólyom, le président, a été un fervent défenseur des minorités hongroises qui vivent hors des frontières du pays.

La gauche est également fragmentée. Il y a le mouvement du Forum social ainsi que d'autres, petits, surtout à Budapest. Le Parti communiste des travailleurs hongrois s'engage dans une politique symbolique et mise sur sa présence, grâce aux événements publics, par exemple. Attac Hongrie est

orientée vers un gauchisme pré-1989. Les luttes internes au sein de la gauche altermondialiste en Hongrie prennent, elles aussi, une tournure polarisée et sont visibles au niveau européen. Le sectarisme est largement répandu et la politique symbolique présentée comme « l'alternative » recouvre toute une gamme d'ouvertures radicales qui pourraient avoir un potentiel de mobilisation massive et ainsi bouleverser l'échiquier politique.

L'espoir en Hongrie est symbolisé par la nouvelle génération qui rejeterait à la fois la polarisation politique en vigueur, le sectarisme et autres héritages de la période socialiste. La montée de l'extrême droite et de la xénophobie ainsi que la déliquescence des démocrates libres et des socialistes pourraient faire office de détonateur pour quelque chose de nouveau en Hongrie, mais aussi dans toute l'Europe.

** Stuck in the Division ? Political Polarisation in Contemporary Hungary (Coincés dans la division ? Polarisation Politique dans la Hongrie Contemporaine) (2009) par Emilia Palonen est disponible en anglais aux éditions de l'Harmattan, Budapest.*

Références

- Discours de Ferenc Gyurcsány à la conférence du parti, le 26 mai 2006 à Balatonőszöd.
- Péter Elek, Scharle Ágota, Szabó Bálint and Szabó Péter András, « Abérekhez Kapcsolódó Adóeltitkolás Magyarországon », ELTE Társadalomtudományi Kar : <http://www.tatk.elte.hu/>, avril 2009
- Ernesto Laclau, *La Raison Populiste*, Londres, Verso, 2005.
- George Schöpflin, *Politics in Eastern Europe 1945-1992* (La Politique en Europe de l'Est 1945-1992), Oxford et Cambridge, Massachussets, Blackwell, 1993.